

# CUBA - Changer de président pour ne rien changer ?

Mathias Rull

mardi 17 juillet 2018, mis en ligne par [colaborador@s.extern@s](mailto:colaborador@s.extern@s)

« Assurer la continuité de la révolution ». Sitôt élu à la tête de l'État cubain, le 19 avril 2018, Miguel Díaz-Canel a affirmé sans détour que tel était son mandat. Le lendemain, Raúl Castro s'exprima en des termes très semblables. L'ensemble de l'intervention de celui qui passait la main après douze ans de présidence reflétait clairement cette volonté de continuité, avec des allusions belliqueuses au voisin états-unien, une rhétorique communiste classique et de nombreuses références historiques à une révolution qui fêtera ses soixante ans le premier janvier 2019.

En réalité, aucun détail ne semble avoir été négligé pour assurer quiconque en douterait que l'arrivée au pouvoir d'un dirigeant n'ayant pas pris part à la lutte armée des années 1950 n'allait pas signifier un changement de cap, voire la fin du « processus révolutionnaire ». Les médias officiels ont relayé à profusion cette volonté affichée de continuité. Le terme a été omniprésent dans les discours des responsables politiques, du président réélu de la nouvelle Assemblée nationale, Esteban Lazo, 74 ans (dont 54 dans les files du Parti communiste cubain), à la plus jeune des députés de la nouvelle Assemblée nationale, Leydimara Cardenas, 19 ans, qui affirme sans ambages : « Les jeunes, nous sommes la continuité de la révolution ». Des citoyens interviewés abondaient en ce sens, la plupart avec véhémence, mais d'aucuns plus nuancés. Ce fut notamment le cas de cette chirurgienne qui déclara : « Indépendamment du fait que l'on procède à des changements sur des choses qui fonctionnent plus ou moins bien, nous devons être confiants quant à la continuité de la révolution. »

La composition du nouveau gouvernement semble en soit garante de cette continuité. Le nouveau Président des Conseils d'État et des ministres (dénomination officielle de la plus haute fonction de l'État cubain) en était depuis 2013 le premier vice-président, soit le numéro deux du régime. Et parmi ses cinq vice-présidents l'on compte le général Ramiro Valdés, 84 ans, qui faisait partie de la guérilla qui a renversé le dictateur Batista le 1<sup>er</sup> janvier 1959. Quant à Raúl Castro, haut dirigeant de cette guérilla, bras droit de son frère Fidel jusqu'en 2006 et chef de l'État ensuite, il sera désormais à la tête du parti unique. Et, selon les propres termes du président Díaz-Canel lors de sa prise de fonction, « en tant que premier secrétaire du Parti communiste cubain, (Raúl Castro) assurera le leadership des décisions les plus transcendantes pour le futur de la patrie. » L'arrivée à la tête de l'État d'un homme né après le début de l'ère castriste (en 1960, à Santa Clara), vue par certains comme une opportunité de renouvellement du régime, n'a en fait pour l'heure que la portée d'un léger remaniement ministériel. Le nouveau président est tout sauf un nouveau venu porteur d'un courant différent.

Le choix de la date de l'élection et de la prise de fonction de M. Díaz-Canel est également symbolique : le 19 avril. Il coïncide avec le 57<sup>e</sup> anniversaire de la victoire militaire de la toute jeune révolution cubaine sur l'expédition militaire soutenue par les États-Unis ayant débarqué dans la baie des Cochons pour la renverser. Le rappel de ce fait d'armes a côtoyé dans les médias le processus de renouvellement des instances dirigeantes. Ce renouvellement était ainsi présenté comme une nouvelle victoire historique contre les ennemis de la révolution cubaine. L'installation du nouveau parlement, le 18 avril, a quant à elle été précédée de la célébration en grandes pompes du 57<sup>e</sup> anniversaire de la déclaration du caractère socialiste de la révolution cubaine, faite par Fidel Castro le 16 avril 1961.

Enfin, le mode de désignation du nouveau président et de son cabinet est également conforme aux pratiques habituelles du régime cubain et, en ce sens, symbolise cette continuité. Une seule candidature

par poste et des résultats écrasants : après un scrutin avec isolements et urnes, Miguel Díaz-Canel recueille le soutien de 603 des 604 députés élus.

Cette élection à l'unanimité des nouveaux dirigeants matérialisait également un autre terme omniprésent dans les discours officiels : l'unité. Le président réélu de l'Assemblée nationale Esteban Lazo avait annoncé dès son discours d'ouverture de la nouvelle législature que « seule l'unité permettra d'affronter les défis du futur ». Raúl Castro appelait en suivant à « sauvegarder la plus importante de nos armes : notre unité ». Miguel-Díaz Canel enfonça le clou lors de son investiture, en reprenant à son compte une idée exprimée par son prédécesseur au tout début de son mandat, en 2006 : « Il est absolument clair pour nous que seul le Parti communiste de Cuba, force dirigeante supérieure de la société et de l'État [1], garantit l'unité de la nation cubaine. »

## Parti unique, pays uni

Le message semble clair : sur le plan politique, l'ouverture à un certain pluralisme n'est pas à l'ordre du jour. Le parti unique restera aux commandes du pays. Le nouveau président affirme d'ailleurs avoir pour devoir de « mettre en œuvre le programme (du parti) pour le pays à court, moyen et long terme ».

Le martellement de ce message pourrait cependant donner l'impression que les dirigeants du pays ne sont pas absolument certains de pouvoir assurer cette unité et cette continuité (sous leur autorité). Pourtant, de l'aveu même de certains opposants, la société cubaine semble actuellement plus sujette au découragement (et donc à la passivité fataliste) qu'au mécontentement [2]. L'insistance des discours officiels serait alors une démonstration de force servant à la fois à rassurer les partisans du régime et à étouffer dans l'œuf toute velléité de changement politique, venant aussi bien de l'intérieur que de l'étranger (et notamment de la diaspora cubaine ou de la Maison-Blanche).

Cependant, cette ritournelle a aussi pour effet de contribuer au désintérêt des Cubains pour l'actualité politique. En cette mi-avril, en plein processus de renouvellement du personnel politique, les commentaires sur les nouvelles autorités sont rares dans les échanges quotidiens entre Cubains. Et lorsque le sujet survient, ce n'est que brièvement et sans enthousiasme. « *Ya veremos* » (Nous verrons bien ce qui se passera) est une réaction assez courante. Certains se montrent même plus pessimistes. « Lui (Díaz-Canel) et sa famille vivront un peu mieux. Les autres, nous continuerons comme avant » affirme désabusée Magda, agent d'entretien dans des logements pour étrangers. Un professeur d'université exprime en d'autres termes cette perception courante d'un *statu quo* à venir : « Je ne pense pas que ce soit lui qui fasse des réformes. C'est clairement l'héritier idéologique de Raúl (Castro). Il ne devrait pas changer grand-chose. Ce sera plutôt le prochain qui fera de vraies réformes. » Or M. Díaz-Canel est relativement jeune (58 ans) et de ce fait susceptible de rester longtemps en poste. Ce même universitaire considère pourtant que des réformes sont nécessaires, et il appelle même de ses vœux des « réformes osées. Quitte à commettre des erreurs. »

Il affirme en suivant que, si des changements sont nécessaires, ils ne sont pas aisés à mettre en œuvre. Le professeur signale alors l'un des blocages qui les rendent compliqués. « L'un des principaux problèmes de l'économie cubaine est sa faible productivité. Et elle est en partie due au manque de motivation des travailleurs du fait de leur très faible rémunération. L'État, principal employeur, doit augmenter les rémunérations pour accroître la motivation et par conséquent la productivité. Mais sans augmentation de la productivité, pas d'augmentation des entrées d'argent, et donc pas de capacité de l'État à augmenter les salaires. Ni la motivation. C'est un cercle vicieux. » Une autre universitaire confirme qu'à son sens le principal problème du pays est économique et fait état d'un autre nœud gordien, concernant celui-ci le pouvoir d'achat : « Le coût des services de base tels que l'électricité, l'eau, le gaz ou le téléphone tend à monter. L'électricité, notamment, a considérablement augmenté. Et les aliments accessibles à bas prix à travers la *libreta* (le carnet d'approvisionnement dont tous les foyers disposent) sont plus restreints. Certains ne se trouvent plus que dans les magasins « en devise » et au prix fort. Or les salaires sont très bas. Sans augmentation de salaire, impossible pour nous de payer davantage pour les services et les produits. Mais si nous ne payons pas plus, alors l'État ne dispose pas des ressources nécessaires pour

améliorer les services, lesquels sont souvent vieillissants voire déficients. Dans ces conditions, il est impossible pour la majorité des Cubains d'augmenter ni même de maintenir son niveau de vie. » « Ça ne peut pas tenir », conclut-elle, exprimant à son tour un désir de changement, sur le plan économique en tout cas, largement partagé dans le pays.

## Du « pré-capitalisme » d'État à une économie mixte

Le blocage dont cette universitaire fait mention s'inscrit dans le cadre d'un changement majeur en cours dans l'économie cubaine depuis une quinzaine d'années : sa remonétarisation. Des années soixante à la fin des années 1980, l'économie cubaine était devenue exclusivement publique. Et l'accès à l'essentiel des produits et des services était gratuit (l'eau, l'électricité, le téléphone, la santé, les évènements sportifs...) ou largement subventionné (les aliments de base - par le biais de la *libreta* -, le transport, les spectacles et jusqu'aux lunes de miel !). Les salaires étaient très bas, mais suffisants dans la mesure où l'essentiel (et plus) était couvert sans dépense financière. Ce système avait eu également pour effet l'établissement d'un degré élevé d'égalité entre les Cubains. Il montra tout de même des signes d'essoufflement dès les années 1980, notamment du fait de la faible productivité de cette économie nationale. Mais c'est l'écroulement du bloc soviétique entre 1989 et 1992 qui allait avoir définitivement raison de ce modèle. Déjà limité dans ses partenariats économiques par l'embargo américain, Cuba se retrouva isolé et traversa une profonde crise économique, désignée officiellement du nom de « période spéciale ».

Des réformes, visant à une revitalisation de l'économie par la voie de sa libéralisation, furent alors amorcées par Fidel Castro et poursuivies par son frère Raúl à partir de 2006. En 2011, le VI<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste cubain entérina et approfondit cette inflexion libérale en approuvant de nouvelles « lignes générales de politique économique et sociale de la révolution » permettant « l'actualisation du modèle économique ». Ces directives consacrent notamment l'existence, en plus de l'entreprise d'État, d'autres formes d'entreprise afin « d'augmenter l'efficacité de l'économie ». Le coopérativisme, présent au préalable uniquement dans le secteur primaire, a alors été élargi à tout type d'activité. Et est créé le statut d'autoentrepreneur (le « *cuentalpropista* », travailleur à son compte). La propriété privée d'une partie du parc immobilier a également été autorisée. Par ailleurs, un système à deux monnaies est instauré : au peso (désormais CUP), faible, s'ajoute désormais le peso convertible (CUC), nettement plus élevé (1 CUC = 23 CUP en avril 2018), indexé sur le dollar et essentiellement destiné à l'origine aux échanges internationaux.

Enfin, le pays a aussi cherché à rentabiliser certains de ses atouts intrinsèques. Il commença ainsi à jouer délibérément la carte du tourisme international. L'État passe depuis des accords avec de grands groupes internationaux, notamment espagnols (Meliá, Iberostars et Barceló ; le français Mercure et le canadien Blue Diamonds étant également présents), dans le but de développer cette activité, et notamment le tourisme de haut-standing. L'État cubain est invariablement l'actionnaire majoritaire des entreprises mixtes créées et fixe l'essentiel des conditions. Cependant, les groupes étrangers restent et tendent même à accroître leur présence, ce qui démontre qu'ils y trouvent également leur compte.

Le tourisme a même supplanté la canne à sucre en tant que fleuron de l'économie nationale dans les discours officiels. Dans les années 1960 et 1970, l'objectif majeur était de produire 10 millions de tonnes de canne à sucre [3]. Il s'agit désormais d'atteindre les cinq millions de visiteurs étrangers par an. Ceux-ci ont pour l'heure dépassé les quatre millions en 2016, soit deux fois plus qu'à la fin du gouvernement de Fidel, avec une forte augmentation après l'entrée en vigueur des nouvelles grandes lignes économiques du parti (ils étaient 2,8 millions en 2012) [4].

Un autre avoir est également porteur d'entrée de devises : le secteur médical. L'expatriation temporaire et organisée de milliers de médecins cubains dans d'autres pays latino-américains en manque de personnel médical, couplée à la formation à Cuba des futurs praticiens de ces pays, constituent une manne financière de premier ordre pour l'État cubain (les deux actions étant essentiellement financées par le pays partenaire) [5].

Avec ces nouveaux revenus, l'État a notamment réussi à maintenir dans les grandes lignes certaines conquêtes majeures de la révolution, comme ses systèmes publics d'éducation et de santé. Malgré une certaine dégradation de la qualité des services, du fait du manque de moyens matériels mais aussi de l'absentéisme du personnel, le niveau de formation demeure parmi les plus élevés d'Amérique et l'espérance de vie est la même qu'aux États-Unis [6]. La culture et notamment le cinéma et les spectacles vivants restent largement accessibles au plus grand nombre. Et certains biens introuvables dans les années 1990 ont fait leur réapparition sur les étagères.

Néanmoins, tous les problèmes sont loin d'être résolus au moment où Raúl Castro passe la main. Une grande majorité des logements (majoritairement publics) requiert d'importants travaux de rénovation. La pénurie de certains produits de base comme le papier toilette, l'essence, le lait ou les œufs continue à survenir occasionnellement, démontrant des déficiences des réseaux de production et d'approvisionnement. Enfin les magasins d'État, bien que sortis de la période d'extrême disette des années 1990, ne fournissent plus à des prix subventionnés qu'une petite partie des produits de première nécessité des foyers. Le reste peut être acquis (lorsqu'il y en a dans le pays) via le marché libre, qui pratique des prix très élevés (par exemple, entre 1,5 et 2 CUC - et donc dollars - le litre de lait de production nationale). Or les salaires demeurent extrêmement bas, notamment pour les employés publics, qui malgré la libéralisation de l'économie constituaient encore en 2016 plus de 71 % des actifs du pays [7]. Les fonctionnaires les mieux payés, les médecins, ont été augmentés début 2018 à 1500 CUP par mois, soit 65 CUC. De l'avis de la vingtaine d'interlocuteurs rencontrés dans le pays au moment de la passation de pouvoir, universitaires ou travailleurs manuels, fonctionnaires ou autoentrepreneurs, il est littéralement impossible de vivre avec ce seul revenu. Il faut alors « résoudre », comme disent les Cubains, à savoir trouver des solutions [8]. Celles-ci passent généralement par le marché noir pour trouver les produits et, pour pouvoir se les payer, par les petits boulots (souvent non déclarés et qui contribuent à l'absentéisme des fonctionnaires).

Tous les Cubains ne souffrent pas pareillement de ce manque de moyens financiers, devenus de plus en plus nécessaires du fait de la mercantilisation croissante de l'économie. Certains autoentrepreneurs, dont le nombre total a dépassé les 540 000 en 2016 (soit près de 12 % des actifs occupés), vivent très correctement. « Nous avons une maison de deux étages à nous et deux voitures », affirme avec satisfaction la femme de Carlos, jardinier-paysagiste de la banlieue ouest de La Havane. « Nous avons un temps envisagé d'émigrer en Espagne, où j'ai de la famille et dont je peux obtenir la nationalité, ajoute Carlos. Mais je sais que la situation n'y est pas simple non plus et je ne suis pas du tout sûr d'avoir une meilleure qualité de vie pour nous et pour notre fille là-bas. Alors nous allons rester, au moins pour le moment. » Les travailleurs du secteur touristique ont pour leur part plus facilement accès à la monnaie forte, puisque l'essentiel des paiements s'effectue en CUC dans ce domaine d'activité. Et leur pouvoir d'achat s'avère de ce fait sans commune mesure avec celui de leurs concitoyens travaillant dans d'autres secteurs.

## **Moins de pénurie, plus d'inégalités**

Ces différences constituent un des dilemmes des politiques d'actualisation des dirigeants de l'île. La richesse nationale a indéniablement augmenté : le Produit intérieur brut est passé de 41 milliards de CUP en 2004 à plus de 91 milliards en 2016. Mais des inégalités sont apparues au sein de la société [9], qui se sont accrues au fur et à mesure que les réformes avançaient. Ces inégalités concernent l'accès aux biens surtout, mais aussi à certains services publics : faire un « cadeau » (en espèces ou en nature), ce qui n'est pas à la portée de tous, peut ainsi permettre d'éviter de longues listes d'attente pour les opérations médicales [10].

En définitive, si l'économie cubaine a connu des changements notables au cours des vingt dernières années, elle n'a pas encore résolu l'ensemble de ses faiblesses. Et elle a vu resurgir un problème que le régime se targuait (à juste titre) d'avoir éradiqué : les inégalités.

Pourtant, le président Díaz-Canel a été formel à la fin de son discours d'investiture : « Il n'y aura pas

pendant ce mandat de place pour ceux qui aspirent à une restauration du capitalisme. Ce mandat défendra la révolution et continuera le perfectionnement du socialisme ». Il semble donc considérer que, malgré cette croissance des inégalités, ce perfectionnement est en cours. Par ailleurs, il n'a dévoilé lors de cette prise de fonction aucune piste quant aux mesures gouvernementales qui mèneraient à ce perfectionnement. L'accroissement de l'exploitation du filon touristique est plus que jamais d'actualité : d'immenses complexes hôteliers sont en chantier ou en projet sur l'île [11] (Bouygues assure la construction de plusieurs d'entre eux et a, selon deux architectes espagnols travaillant pour le géant français du bâtiment, « des années de commande devant lui »).

Cependant, malgré les indéniables attraits du pays, son succès n'est pas garanti. Faire du tourisme à Cuba est loin d'être bon marché, qui plus est au regard des autres pays de la région. Et la qualité des services n'est pas toujours au rendez-vous, comme le déplore un professionnel du secteur qui a géré plusieurs hôtels de chaînes espagnoles dans le pays : « Un client qui paye 250 euros la nuit est en droit d'exiger une connexion wifi de qualité. Or nous ne pouvons pas la lui fournir. Des améliorations des infrastructures ont été annoncées, mais rien n'est fait pour l'instant. Et cela est nécessaire pour attirer et satisfaire la clientèle ».

Par ailleurs, la « filière médicale » de l'économie cubaine, telle qu'elle fonctionne actuellement, ne peut être pérenne. Les médecins cubains travaillant au Venezuela, en Bolivie ou encore au Guatemala sont progressivement remplacés par des praticiens locaux (pour beaucoup formés à Cuba). Sauf à ouvrir de nouveaux « marchés » dans d'autres pays, l'exportation temporaire de cette main d'œuvre n'a pas d'avenir à moyen terme. La filière devra évoluer si elle ne veut pas périr. D'autre part, les problèmes de productivité demeurent et, hormis le tourisme et la santé, aucun autre secteur susceptible d'un développement massif n'est clairement identifié.

Concernant la diversification de l'emploi, si l'augmentation du nombre des travailleurs autonomes (qui au demeurant ne gagnent pas tous correctement leur vie) a été constante jusque mi-2017, elle stagne depuis. L'État a en effet décidé en août 2017 de paralyser la concession de licences dans les secteurs les plus porteurs (toujours le tourisme). Cette mesure, officiellement prise pour « corriger des irrégularités », perdure jusqu'à nos jours (juin 2018). Quant au secteur coopérateur, l'autre modalité non-étatique encouragée pour diversifier et consolider l'économie, il n'a pas remporté le succès escompté : il n'y avait plus que 189 900 coopérateurs en 2016 (à peine 4 % des occupés actifs), contre 280 100 en 2004, soit à la fin de la présidence de Fidel Castro.

D'autres mesures-phares ont été envisagées du temps de Raúl, comme la réunification des deux monnaies (afin d'enrayer la croissante stratification économique de la société) ou l'élimination du carnet de rationnement. Mais aucune n'a été prise en douze ans de pouvoir. Le manque de moyen pour engager ces réformes, les difficultés à définir précisément les alternatives aux mécanismes en place et la crainte de nouveaux effets pervers de ces possibles alternatives ont contribué à cet immobilisme. En s'engageant à « perfectionner le socialisme », le président semble cependant décidé à entreprendre de nouvelles réformes. Et il en appelle pour cela à ce qu'il considère être l'une des caractéristiques principales du peuple cubain : la créativité. Il leur faudra, affirme-t-il « créer, comme l'on fait auparavant José Martí [12] et Fidel Castro ». De la sorte, il reconnaît certes la nécessité de changements, mais aussi le flou qui demeure, au sein même des instances dirigeantes, sur leur nature exacte. Difficile dans ces conditions de savoir précisément de quoi sera faite cette « continuité de la révolution » martelée à l'unisson par la classe politique cubaine.

---

*Plusieurs personnes consultées ont préféré conserver l'anonymat, d'où l'absence de nom adossé à certains propos reproduits dans cet article.*

**Mathias Rull** ([mathiasrull.chez.gmail.com](mailto:mathiasrull.chez.gmail.com)) a longtemps été coopérant de terrain en Amérique centrale. Il

a, par la suite, alterné des missions d'expertise avec des travaux de recherche (portant sur des processus de transition et d'innovation démocratique en Amérique latine et en Espagne). Il a séjourné à trois reprises à Cuba (1997, 1999 et avril 2018). Docteur en études ibériques et latino-américaines de l'Université de Perpignan et chercheur associé au laboratoire FRAMESPA (Université de Toulouse Jean Jaurès - CNRS), il est actuellement professeur au lycée Jules Fil de Carcassonne.

---

## Notes

[1] Ce rôle est consigné dans la Constitution cubaine de 1976.

[2] Yoani Sánchez, "Adiós a los Castro", Catorce y Medio [revue en ligne d'opposition], La Havane, 23 avril 2018.

[3] Objectif jamais atteint, malgré une forte augmentation de la production. La plus grande récolte fut de 8 millions de tonnes, en 1970.

[4] Données extraites des Annuaire statistiques de l'ONEI, l'INSEE cubain.

[5] Voir Romain Ligneul, « Cuba, étonnante usine à cerveaux », dans *Manière de voir* n°155 - « Cuba, ouragan sur le siècle », octobre-novembre 2017.

[6] 78,5 ans en 2016, selon l'Organisation mondiale de la santé.

[7] Annuaire ONEI 2016.

[8] Voir Renaud Lambert, « L'art du "resolver" », dans *Manière de voir* n°155 - « Cuba, ouragan sur le siècle », octobre-novembre 2017.

[9] Voir Mayra Espina, « Viejas y nuevas desigualdades en Cuba », *Nueva Sociedad* n° 216, juillet-août 2008.

[10] Voir Sisset Fuentes Reverón, « El acceso a los servicios de salud y la capacidad de enfrentamiento familiar ante situaciones de quebrantamiento de la salud. ¿Un lugar desde el cual repensar la reproducción de desigualdades en la Cuba actual ? », Master de développement social, Université de La Havane - FLACSO, 2016.

[11] À titre d'exemple, voir <http://www.cubadebate.cu/noticias/2018/04/26/hotel-mas-alto-de-la-habana-comenzara-a-construirse-en-septiembre-proximo/#.WuWazZe-nIV>.

[12] Instigateur de l'indépendance du pays, obtenue en 1898.